



Confédération syndicale internationale

CONSEIL GÉNÉRAL

Bruxelles, Belgique, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2017

Point 2 à l'ordre du jour:

Rapport de la 16^e réunion du Conseil général de la CSI (Vienne, Autriche, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2016)

Le Conseil général est invité à approuver le rapport de la 16^e réunion du Conseil général (Vienne, Autriche, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2016).

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE**RESUME DES DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL GENERAL LORS DE SA 16^E SESSION****Vienne, Autriche, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2016****Célébration du 10^e anniversaire de la CSI, le 29 novembre 2016, de 16 à 18 heures**

Le président de la confédération ÖGB, Erich Foglar, a prononcé un discours de bienvenue pour ouvrir la cérémonie.

Le discours liminaire prononcé par le président de la CSI, João Felicio, a été suivi d'allocutions de la part du chancelier autrichien, Christian Kern, du premier ministre suédois, Stefan Löfven, et du directeur général du BIT, Guy Ryder.

La secrétaire générale de la CSI a participé à une table ronde avec João Felicio, Maria Fernanda Carvalho et Karl-Petter Thorwaldsson (présidents adjoints de la CSI) et Luca Visentini (secrétaire général de la CES), et l'a modérée.

La cérémonie a été suivie d'une réception au Parlement autrichien, à l'invitation du président du Conseil fédéral autrichien, Mario Lindner.

Point 1 à l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le président a souhaité la bienvenue à Vienne aux membres du Conseil général et a ouvert la réunion à 9 heures 30.

Le projet d'ordre du jour ([annexe I](#)) et le programme ont été présentés.

Le Conseil général **A ADOPTÉ** le projet d'ordre du jour et le programme.

Point 2 à l'ordre du jour : Rapport de la 15^e réunion du Conseil général de la CSI (São Paulo, Brésil, du 10 au 12 octobre 2015)

Le président a proposé l'adoption du rapport de la 15^e réunion du Conseil général.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

Point 3 à l'ordre du jour : Nécrologie

Le Conseil général a observé une minute de silence en mémoire des camarades décédés afin de rendre hommage à leur remarquable contribution au syndicalisme : Ernesto Herrera, Joaquín Gamboa Pascoe, Mohd Khalid bin Hj Atan, Manuel Cova, André Jules Mousseni, N'Deye Aissatou Niang, Akira Yamagishi, Laurent Ouedraogo, Boniface Munyao, Dennis Akumu, Nair Maria de Jésus Goulart, Maurice Bossuat, Geerjanan Bhujan, Helen Kelly et Grigor Gradev.

Point 4 à l'ordre du jour : Organes statutaires

Jaap Wienen, secrétaire général adjoint de la CSI, a présenté le document.

Le Conseil général **A ADOPTÉ** les changements mis en évidence dans le document 16GC/F/4 et ensuite, **A RATIFIÉ** la nouvelle composition des organes statutaires de la CSI.

Point 5 à l'ordre du jour : Questions concernant les affiliations

Jaap Wienen a présenté le document.

1. Demandes d'affiliation que l'on propose d'accepter

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** d'accepter l'affiliation à la CSI des organisations suivantes :

Bénin	CSPIB
Costa Rica	CSJMP
Côte d'Ivoire	CSH
France – Réunion	CGTR
Kazakhstan	CNTUK (auparavant CFTUK)
Macédoine	KSS
Togo	UGSL

2. Demandes d'affiliation que l'on propose de continuer d'examiner

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de continuer d'examiner les demandes d'affiliation suivantes :

AFRIQUE :

Côte d'Ivoire	U.NA.TR-CI
Guinée	COSATREG
Kenya	TUC-KE
Tunisie	CGTT
Ouganda	COFTU
Zambie	FFTUZ

AMÉRIQUES :

Costa Rica	CCTD
Jamaïque	NWU
Pérou	CSP
Pérou	CTP

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de demander au secrétariat d'organiser une mission au Pérou au début de 2017.

ASIE-PACIFIQUE :

Bangladesh	BFWS
Bangladesh	JSF
Israël	Koach La'Ovdim – syndicat démocratique
Jordanie	FITU
Palestine	GFITUP
Sri Lanka	Sri Lanka Plantation Employees Union
Taiwan	TCTU
Vietnam	VLF

EUROPE :

France	FSU
Slovaquie	NKOS
Tadjikistan	FTuiT
Ukraine	Fédération des syndicats des travailleurs des petites et moyennes entreprises d'Ukraine

3. Demandes d'affiliation en suspens à long terme

Le Conseil général **A PRIS BONNE NOTE** du rapport du secrétariat à propos de la demande d'affiliation émanant de l'organisation du Sahara occidental, UGT-SARIO, et a décidé de la laisser en suspens.

Le Conseil général **A DEMANDÉ** au secrétariat d'organiser une mission à Tindouff dans un proche avenir.

4. Demandes d'affiliation que l'on propose de ne plus examiner

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de ne plus examiner les demandes d'affiliation des organisations suivantes :

Barbade	CTUSAB
Cambodge	NACC
République centrafricaine	FOC
République centrafricaine	SATPC
Colombie	FEDEUSCTRAB
RDC Congo	SYNATRACO
Fidji	FICTU
Gabon	CSTG
Inde	Christian Democratic Union CDU
Iran	CIWR
Iran	ICWA
Lettonie	TUAL
Mexique	CAT Guanajuato
Mexique	FNTSU
Niger	CGSL
Sénégal	UNTD
Sri Lanka	NFTU

5. Autres questions concernant les affiliations

Ouzbékistan, FPUz

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de conserver le statut d'organisation associée de la FPUz, d'envoyer une mission en Ouzbékistan au début de 2017 et d'établir un rapport sur l'évolution de l'organisation pour la prochaine réunion du Conseil général en 2017.

Algérie, CGATA

Le Conseil général **A NOTÉ** la recommandation de la CSI-AF d'accepter l'affiliation la CGATA Algérie sans délai et **A DÉCIDÉ** d'envoyer un message de solidarité à la CGATA pour soutenir leur lutte en faveur de la justice et pour exiger la libération immédiate de Yamina Meghraoui, la présidente du Comité des femmes de l'organisation et la coordinatrice du réseau des femmes de la CSI-AR.

CSA

Le Conseil général **A ACCEPTÉ** la proposition du secrétariat d'organiser une réunion, au début de 2017, avec les 11 organisations affiliées qui ont annoncé leur intention de quitter la CSA afin de voir s'il y a moyen de résoudre les problèmes.

Organisations associées (OA)

Le Conseil général **A DÉCIDÉ**

a. d'accorder le statut d'Organisation associée à :

Libye GFTUL (auparavant LFTU)

b. de prolonger le statut d'Organisation associée de :

Slovénie ZSSS

Point 6 à l'ordre du jour : Renforcer le pouvoir des travailleurs/euses – introduction par la secrétaire générale

La secrétaire générale a remercié la confédération ÖGB pour son accueil extraordinaire et la cérémonie pour les 10 ans de la CSI.

6.1 Nouveaux fronts et priorités : points saillants en 2016 et plans de travail de la CSI pour 2017

6.2 Rapport sur la liberté : la paix, les droits démocratiques

La secrétaire générale a présenté les rapports sur :

- Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement

La campagne mondiale est désormais active et peut compter sur le soutien de la CSI et des régions dans 15 pays de trois régions. Il s'agit de faire campagne et d'organiser contre l'exploitation des sociétés multinationales sur des lieux de travail où les objectifs sont d'obtenir un salaire minimum vital et de combattre le travail précaire et dangereux.

- Campagne sur Samsung

La campagne sur Samsung s'attaque à l'une des multinationales les plus connues pour son comportement antisindical. La secrétaire générale a instamment demandé aux membres du Conseil général d'employer le rapport, la vidéo et d'autres matériels de campagne pour promouvoir la signature de la pétition : <http://act.ituc-csi.org/fr/samsung>.

- Halte à la cupidité des entreprises

En s'appuyant sur la Journée mondiale pour le travail décent de 2016, le Conseil général a été prié de faire de la campagne « Halte à la cupidité des entreprises » un cri de ralliement mondial pour une série de revendications que les gouvernements et les employeurs ne peuvent ignorer.

- Justice climatique

La Secrétaire générale a souligné les véritables progrès qui ont été accomplis, tout en reconnaissant l'ampleur des défis encore à relever. À la suite de l'inclusion d'un engagement envers une transition juste dans l'Accord de Paris, la COP de Marrakech a adopté une autre décision en vue de mettre en place un groupe d'experts technique de la CCNUCC sur la diversité et la transformation économiques, et une transition juste, reconnaissant le rôle de la CSI à cet égard.

- Centre pour une transition juste

Un Centre pour une transition juste a été créé en vue de soutenir les activités des organisations affiliées au niveau du dialogue national, dans les villes et sur les lieux de travail en faveur de plans pour une action climatique, y compris des emplois et des investissements dans les communautés vulnérables, ainsi qu'un soutien aux travailleurs vulnérables.

Le Prix Dorje Khatri a été attribué à l'organisation SEWA (Inde) pour son approche pratique de l'action climatique et du développement, notamment son initiative relative à l'énergie solaire pour les travailleurs des marais salants.

- L'élimination de l'esclavage

La secrétaire générale a remercié le Conseil général pour le soutien apporté à la lutte pour éliminer le système de la *kafala* au Qatar et pour obtenir des droits fondamentaux pour les travailleurs migrants.

L'année 2017 marquera une nouvelle phase de la campagne, dont l'élaboration d'une feuille de route de cinq ans en vue de la Coupe du monde de 2022. D'autres actions sur les Émirats arabes unis seront aussi entreprises.

- Centre pour les grands événements sportifs et les droits humains

Le professeur John Ruggie a publié un rapport remarquable qui a fait peser beaucoup de pressions sur la FIFA pour qu'elle change d'attitude à l'approche de la Coupe du monde de 2022 au Qatar et devienne

un modèle clair pour toutes les instances internationales de sport, y compris en matière de normes du travail.

La CSI participe à l'établissement d'une architecture mondiale grâce à la création d'un centre indépendant sur les grands événements sportifs et les droits humains au sein duquel la représentation syndicale sera assurée par la CSI, l'IBB et UNI World Athletes.

- Migration

Un observatoire du recrutement des migrants (*Migrant Recruitment Monitor*), une plateforme internet de suivi et de mise en réseau que les migrants peuvent utiliser, est en cours d'élaboration et sera lancé en 2017. La CSI travaille en étroite collaboration avec la CES sur la crise des réfugiés en Europe et continue ses actions de plaidoyer et ses activités politiques sur la migration internationale.

- Cohérence mondiale

Dans le cadre de sa campagne « Halte à la cupidité des entreprises », la CSI s'intéresse aux augmentations salariales et à la protection sociale. À cette occasion, en 2017, des forums sur les seuils salariaux seront organisés dans chaque région. La CSI soutiendra aussi la CES qui mène une campagne pour une hausse salariale en Europe. Les travaux en vue de combattre les inégalités dans le monde et influencer la politique économique internationale, en partenariat avec la TUAC, se poursuivent et des activités sont spécialement prévues en 2017 pour le G20 en Allemagne, parallèlement aux actions en cours à l'égard des institutions financières internationales et d'autres instances régionales et internationales.

- Objectifs de développement durable

Wellington Chibebe, secrétaire général adjoint de la CSI, a fait un rapport sur les ODD au point 11. Le travail que mènent les réseaux de développement dans chaque région a été salué.

- OIT

Catelene Passchier, de la FNV Pays-Bas, a accepté d'être la présidente du Groupe des travailleurs à l'OIT et fera campagne pour que Luc Cortebeeck soit élu président du Conseil d'administration l'année suivante.

L'année 2017 sera une année d'élection à l'OIT et les procédures établies par le Conseil général seront appliquées dans le processus de nomination.

- L'économie de soins

La campagne « Comptez avec nous ! » est la campagne principale pour les femmes : au sein de l'économie, pour des emplois et le travail décent, au sein des organisations syndicales et dans la vie politique et économique. Le premier rapport de la CSI sur l'économie des soins a eu beaucoup d'effets et un deuxième rapport sera publié en 2017. Aujourd'hui, 150 organisations affiliées ont adopté des plans d'action nationaux pour l'accès des femmes aux postes de direction et la campagne va se prolonger en 2017.

- Violence à l'égard des femmes

Le Groupe de réflexion des Nations Unies de haut niveau sur l'autonomisation des femmes a adopté nos défis de promotion de l'économie des soins pour accroître la participation des femmes, de réduction des inégalités grâce à des salaires minimums et à une protection sociale, et de lutte contre la violence à l'égard des femmes. La CIT s'intéressera à la violence sexiste en 2017 et la CSI va faire campagne pour qu'une convention soit élaborée sur le thème.

- Pays à risque

L'Indice des droits dans le monde et notre programme sur les pays à risque ont été consolidés. L'indice est largement vu comme une référence et le programme sur les pays à risque fournit la base pour d'actions coordonnées en vue de défendre les droits, parallèlement à des aides ciblées pour les pays figurant sur la liste des pays à surveiller.

- Organisation

L'objectif central de la CSI de renforcer le pouvoir des travailleurs grâce à l'organisation a été consolidé par la formation de plus de 300 recruteurs principaux et de 700 recruteurs adjoints au sein de l'Académie mondiale d'organisation.

En 2017, avec le soutien du CTC, la première conférence mondiale sur l'organisation se tiendra au Canada.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport et les plans prévus pour 2017.

- Rapport sur la liberté

La démocratie, la liberté et les droits subissent des attaques dans toutes les régions et la hausse de l'extrême droite est inquiétante.

Frances O'Grady (Grande-Bretagne – TUC), Cathy Feingold (États-Unis – AFL CIO), Rikio Kozu (Japon – JTUC Rengo) et Mody Guiro (Sénégal – CNTS) ont mené la discussion en adoptant des points de vue nationaux et régionaux.

La secrétaire générale a lu au Conseil général une lettre du président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, à la suite des élections américaines. La CSI organisera une conférence sur la liberté, la paix et les droits en 2017.

Point 7 à l'ordre du jour : Dossier économique

John Evans a présenté un rapport sur la situation économique mondiale.

Les organisations affiliées peuvent se procurer sur demande le document PowerPoint dont il s'est servi pour sa présentation.

Le Conseil général **A PRIS NOTE** du rapport sur ce point.

Point 8 à l'ordre du jour : Organisation internationale du Travail

Le président, Luc Cortebeeck, et la secrétaire, Raquel Gonzalez, du Groupe des travailleurs à l'OIT ont fait un rapport oral sur :

- la réélection de Guy Ryder en tant que directeur général ;
- le centenaire de l'OIT en 2019 et l'avenir du travail ;
- le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ;
- l'évaluation de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation plus équitable ;
- le travail décent et la protection sociale, et les Objectifs de développement durable ;
- le mécanisme d'examen des normes ;
- la déclaration commune de la CSI et de l'OIE ;
- l'ordre du jour de la CIT 2017 ;
- l'ordre du jour de la CIT 2018 ; et
- l'ordre du jour de la CIT 2019.

Dans son intervention, la directrice de l'ACTRAV-OIT, Maria Helena André, a souligné l'importance de la coopération entre l'ACTRAV, la CSI et ses organisations membres.

Point 9 à l'ordre du jour : Comité sur le capital des travailleurs

Coen van der Veer (FNV – Pays-Bas) a présenté le rapport.

Le Conseil général **A PRIS CONNAISSANCE** du rapport.

Point 10 à l'ordre du jour : Partenariat du groupement Global Unions – le commerce

La secrétaire générale a modéré une table ronde avec Luca Visentini, secrétaire général de la CES, Hassan Yussouff, président du CTC (Canada) et Yorgos Altintzis, de la CSI.

Le Conseil général **A PRIS ACTE** de la discussion sur ce point et du document qui a été présenté.

Point 11 à l'ordre du jour : Programme à l'horizon 2030 – les Objectifs de développement durable des Nations unies

Wellington Chibebe a fait un rapport oral.

Six objectifs ont été identifiés comme prioritaires pour des actions syndicales, en accord avec les Nouveaux fronts et les priorités de la CSI :

- ODD1 : pas de pauvreté**
- ODD5 : égalité entre les sexes**
- ODD8 : travail décent et croissance économique**
- ODD10 : inégalités réduites**
- ODD13 : mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques**
- ODD16 : paix, justice et institutions efficaces**

1. Piliers de la participation syndicale au Programme 2030

La participation des organisations syndicales au Programme de développement durable à l'horizon 2030 s'appuie sur trois objectifs stratégiques complémentaires qui seront suivis par le Réseau syndical de coopération au développement :

- mobilisation et sensibilisation syndicales ;
- actions de plaidoyer et mise en œuvre ; et
- suivi et évaluation.

2. Promotion du rôle du dialogue social dans la mise en œuvre du Programme 2030

Le dialogue social n'est pas explicitement nommé dans le cadre officiel des ODD. C'est pourquoi les syndicats doivent s'engager à soutenir ces priorités auprès de leurs gouvernements nationaux, et des institutions régionales et mondiales.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

Point 12 à l'ordre du jour : L'avenir du travail

Le Conseil général **A APPROUVÉ** l'approche décrite dans le document en tant que base pour les activités de la CSI relatives à l'avenir du travail, dont :

- la participation active à l'initiative sur l'avenir du travail de l'OIT, y compris un soutien aux organisations affiliées prenant part aux actions nationales liées à l'initiative ;
- le soutien à l'initiative du premier ministre de Suède, *Un Pacte mondial*; et
- l'échange d'informations entre organisations affiliées et Fédérations syndicales internationales sur leurs activités dans ce domaine.

(Voir également point 15.1 de l'ordre du jour).

Point 13 à l'ordre du jour : Rapports

La secrétaire générale a fait savoir au Conseil général que les rapports suivants étaient présentés pour information et approbation

(a) Égalité de genre – Rapport de la 10^e réunion du Comité des femmes de la CSI (Bruxelles, les 18 et 19 mai 2016)

Eulogia Familia, vice-présidente du Comité des femmes a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

(b) Jeunesse – Rapport de la 9^e réunion du Comité de la jeunesse de la CSI (Accra, Ghana, du 30 novembre au 1^{er} décembre 2015)

La secrétaire générale de la CSI a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

(c) Rapport de la 8^e réunion du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI (Vienne, Autriche, le 28 novembre 2016)

Rudy De Leeuw a fait un rapport oral.

La secrétaire générale de la CSI avait ouvert la réunion en présentant les difficultés que les travailleuses et les travailleurs rencontrent partout et la diminution inquiétante de l'espace démocratique pour les syndicats.

Le Comité DHS a remercié les organisations Union to Union Suède, LO Norvège, la Fondation Friedrich-Ebert et la CNV Pays-Bas pour leur contribution financière au programme et a demandé à d'autres organisations de solidarité de continuer de se coordonner avec la CSI pour établir des stratégies claires et accroître l'efficacité et la complémentarité des actions.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** la stratégie telle que présentée et **A ENGAGÉ** les organisations affiliées à la CSI à :

- mener des actions au niveau national en vue de promouvoir la ratification des conventions n^{os} 87 et 98 ;
- désigner une personne de référence auprès du réseau régional DHS concerné afin d'activement participer aux campagnes et de répondre aux appels de solidarité ;
- soutenir des campagnes nationales précises présentant un intérêt particulier pour chaque organisation et tenir la CSI informée de toutes les activités menées dans les pays à risque ;
- organiser des actions de solidarité au niveau national ;
- envisager de présenter des cas de violation dans des pays à risque de la part d'entreprises basées dans leur pays auprès du point de contact national de l'OCDE.

Le Conseil général **A PRIS NOTE** de la demande du Comité de :

- consacrer plus de temps à l'OIT et surtout aux discussions menées dans le cadre du mécanisme d'examen des normes lors de ses prochaines réunions ; et
- à nouveau prévoir une journée complète pour la réunion du Comité sur les droits humains et syndicaux.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport du Comité.

Point 14 à l'ordre du jour : Les régions

(a) Afrique

Le secrétaire général de la CSI-AF a présenté le rapport.

(b) Amériques

Le secrétaire général de la CSA a présenté le rapport.

(c) Asie et Pacifique

Le secrétaire général de la CSI-AP a présenté le rapport.

(d) Sous-région arabe

Le secrétaire exécutif de la CSI-AR a présenté le rapport et a proposé l'organisation d'une conférence internationale sur la paix en 2017.

(e) Conseil régional paneuropéen

Le secrétaire général du CRPE a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les rapports.

Point 15 à l'ordre du jour : Bureau exécutif

Le président adjoint de la CSI, Karl-Petter Thorwaldsson, a présenté le rapport.

15.1 Questions d'ordre statutaire

Le président du Bureau exécutif, Karl-Petter Thorwaldsson, a présenté le rapport du bureau qui avait été invité à discuter des deux propositions d'amendement suivantes aux Statuts, découlant du Congrès à Berlin, en vue de soumettre une recommandation au Conseil général :

- des changements aux dispositions relatives à la répartition des genres dans les délégations au Congrès et au Conseil général en vue d'accroître la représentation des femmes ; et
- des changements aux dispositions concernant l'élection du/de la secrétaire général(e) de la CSI afin d'incorporer la procédure mise en œuvre lors du Congrès à Berlin dans les Statuts et le Règlement, de sorte que le droit de vote de chaque délégation corresponde au nombre de membres cotisants déclaré par l'organisation à la CSI.

Le Bureau exécutif **A RECOMMANDÉ** au Conseil général que ces deux amendements aux Statuts soient approuvés lors du prochain Congrès en 2018.

Le Bureau exécutif **A RECOMMANDÉ** au Conseil général de suivre les dispositions de l'article XIV des Statuts en ce qui concerne les propositions d'amendements aux Statuts.

Dans la mesure où certaines organisations avaient présenté des propositions d'amendement à d'autres articles des Statuts, le Bureau **a recommandé** que le Conseil général mène une discussion approfondie et ouverte sur ces propositions dans le cadre des préparatifs du Congrès de 2018.

Le Conseil général a également été invité à approuver une proposition de la secrétaire générale d'étendre le calendrier officiel de préparation du Congrès, fixé à minimum six mois, pour qu'il commence au début de l'année du Congrès. Cela faciliterait le travail du Conseil à propos des propositions d'amendement aux Statuts et donnerait aussi un délai plus long aux organisations affiliées pour examiner et réagir à un projet de déclaration politique du Congrès que la secrétaire générale fera distribuer aux organisations affiliées au début de 2018. À la suite de la discussion que le Conseil a menée au point 12 de l'ordre du jour (Avenir du travail), il a aussi été suggéré que la secrétaire générale distribue le matériel à ce sujet au début de 2017 afin de permettre aux organisations affiliées de mener des consultations au sein de leurs propres structures et d'en discuter avec d'autres organisations. Des discussions approfondies seront placées à l'ordre du jour des organisations et des structures régionales de la CSI en 2017, et les retours d'information de ces réunions seront employés pour préparer le projet de déclaration politique du Congrès.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les propositions émises sous ce point.

15.2 Questions financières

(a) Rapports des 19^e (Bruxelles, le 12 avril 2016 – réunion virtuelle) et 20^e (Vienne, Autriche, le 29 novembre 2016) réunions du Bureau exécutif de la CSI

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les rapports.

(b) Rapports financiers de la CSI pour 2015

- (i) Rapport financier pour 2015
- (ii) Rapport des auditeurs internes pour 2015

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les rapports.

(c) Organisations régionales de la CSI – Rapports financiers pour 2015

(i) CSI-AF :

- (a) Rapport financier pour 2015
- (b) Rapport des auditeurs internes pour 2015

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2015 et le rapport des auditeurs internes pour 2015 de la CSI-AF.

(ii) CSI-AP :

- (a) Rapport financier pour 2015
- (b) Rapport des auditeurs internes pour 2015

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2015 et le rapport des auditeurs internes pour 2015 de la CSI-AP.

(iii) CSA:

- (a) Rapport financier pour 2015
- (b) Rapport des auditeurs internes pour 2015

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2015 et le rapport des auditeurs internes pour 2015 de la CSA.

(iv) CSI-AR :

- (a) Rapport financier pour 2015
- (b) Rapport des auditeurs internes pour 2015

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2015 et le rapport des auditeurs internes pour 2015 de la CSI-AR.

(d) Budget et programmes de la CSI pour 2017

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le budget et les programmes proposés pour 2017.

(e) Fonds de solidarité : budget et programmes pour 2017

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le budget et les programmes pour 2017 du Fonds de solidarité.

Point 16 à l'ordre du jour : Date et lieu des prochaines réunions

Il est proposé que la prochaine réunion du Conseil général ait lieu au cours de la semaine du 27 novembre 2017, à Bruxelles (Belgique). Une réunion supplémentaire du Conseil général est aussi prévue au premier semestre de 2018.

Point 17 à l'ordre du jour : Divers

Au début de la réunion du jeudi 1^{er} décembre 2016, une vidéo de l'ancien président du Brésil, Lula, a été projetée; il y félicitait la CSI et ses membres à l'occasion du 10^e anniversaire de la Confédération. Les organisations affiliées ont été invitées à soutenir la campagne #StandWithLula (Soutenez Lula).

Le jeudi 1^{er} décembre étant la Journée mondiale de la lutte contre le sida, le Conseil général a salué le travail que les syndicats mènent pour combattre la maladie.

Au cours de la réunion du Conseil général, un message de solidarité a été envoyé aux organisations affiliées en Argentine faisant référence à la criminalisation en hausse des protestations sociales dans le pays depuis que le nouveau gouvernement est entré en fonction en décembre 2015 et aux récentes attaques des forces de sécurité visant des militants syndicaux qui menaient des activités pacifiques et légales. Il réclamait aussi que l'Argentine respecte les résolutions du Groupe des Nations Unies sur la détention arbitraire et de l'Organisation des États américains exigeant la libération immédiate de la dirigeante sociale, Milagro Sala, et de ses camarades, illégalement détenus.

Le Conseil général a aussi décidé d'envoyer un message de solidarité à la GSEE (Grèce) pour soutenir leur position contre d'autres exigences destructives de la part des crédateurs, FMI et Union européenne en tête.

Le président a clos la réunion à 17 heures 07, le 1^{er} décembre 2016.

GS/km - 7 décembre 2016